

l'orientation économique du pays, qui favorisait jusqu'alors la substitution des importations, et a adopté un plan quinquennal qui était caractérisé par une stratégie plus ouverte sur l'extérieur. Toutefois, l'État continuait d'exercer une influence importante sur l'économie en définissant de façon très détaillée les objectifs pour l'exportation. Par ailleurs, le gouvernement a encouragé la création de sociétés de commerce général, comme au Japon, et la création de gros conglomérats industriels (appelés « *chaebol* »), semblables aux *keiretsu* japonais.

Après avoir tenté sans succès de favoriser le développement de l'industrie lourde et de l'industrie chimique dans les années 70, le gouvernement de la Corée a dû relâcher un peu sa politique interventionniste et son approche axée sur les exportations. Au milieu des années 80, le gouvernement a cessé d'encourager le développement des industries stratégiques et a adopté des mesures de libéralisation des échanges et des services financiers. La libéralisation des importations s'est poursuivie avec le sixième plan quinquennal (1987-1991). Ces mesures ont fait passer le taux de droit moyen de 31,7 à 10,1 % entre 1982 et 1992.

La structure de l'économie coréenne a évolué considérablement dans les trente dernières années. Par exemple, la part de l'agriculture dans la production nationale est passée de plus de 40 % à moins de 10 % entre le début des années 60 et le début des années 90. Inversement, la part de la fabrication est passée de 15 à 30 % environ durant la même période. De même, les échanges commerciaux jouent un rôle de plus en plus grand dans l'économie du pays. Entre 1965 et 1991, la part des exportations dans le PIB est passée de 9 % environ à près de 30 %, tandis que la part des importations a doublé, passant de 16 à 32 %. Les États-Unis demeurent le principal débouché extérieur de la Corée, absorbant 24 % de ses exportations en 1992¹⁴, tandis que le Japon est le principal fournisseur de la Corée, avec 24 % du marché. En 1992, la Corée a enregistré un déficit commercial de 6,7 milliards de dollars US avec l'ensemble des pays et un déficit de 2,9 milliards avec les pays de l'Asie du Nord.

L'investissement étranger direct (IED) n'occupe pas une place importante dans les industries d'exportation de la Corée. La plupart des investissements étrangers en Corée sont sous la forme de prêts commerciaux. La Corée a reçu relativement peu de capitaux étrangers par rapport à d'autres pays de la région comme la Chine ou Hong Kong¹⁵.

¹⁴ FMI, *Direction of Trade Statistics Yearbook*, Washington, 1993.

¹⁵ Dans la première moitié des années 80, le montant annuel moyen de l'IED en Corée a été de 170 millions de dollars US; dans la seconde moitié de la décennie, ce chiffre est passé à 812 millions, soit l'équivalent de 0,5 % environ des flux mondiaux. Par comparaison, les montants correspondants pour Hong Kong sont 646 millions et 2 037 millions. Sources : FMI, « Statistiques de la balance des